

LE GOUVERNEMENT JOUE AVEC LE FEU

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 16 DÉCEMBRE 2019

Où le gouvernement entend-il conduire le pays et dans quel état compte-t-il l'y amener ?

La France connaît un mouvement revendicatif d'une puissance exceptionnelle. Grèves et journées d'actions se succèdent pour refuser un projet de réforme des retraites qui n'a pas l'assentiment d'une écrasante majorité de la population. Fait rare et remarquable, malgré leurs différences d'approches et de propositions, toutes les organisations syndicales se rejoignent dans leur rejet et dans leur détermination à ne pas laisser faire. Pour autant, le gouvernement campe sur ses positions tandis que le président se réfugie derrière une « écoute attentive ».

En presque trois ans de mandat ce gouvernement a détruit des pans entiers des droits sociaux, avec des ordonnances réformant le Code du travail au détriment des salariés, en réduisant drastiquement les droits des chômeurs et maintenant en portant un projet de réforme des retraites que les syndicats et une très large partie de la population analysent comme une régression.

A chaque fois, les pouvoirs publics ont refusé et continuent de rejeter tout compromis social au travers d'un refus revendiqué de réelles négociations au profit de rencontres, discussions, points d'étapes, dialogue, concertation, toutes expressions qui ne peuvent cacher qu'il entend imposer et non négocier.

Cette politique a été d'autant plus ressentie comme du mépris social qu'elle s'est accompagnée de décisions fiscales ne bénéficiant qu'aux plus aisés sans que les mesures ponctuelles de rattrapage du pouvoir d'achat ne changent cette logique.

C'est dans ce mépris des attentes majeures d'égalité et de justice sociale qu'il faut trouver la source de la longue séquence dite des Gilets jaunes ou la très forte mobilisation des personnels hospitaliers auxquelles ni les postures ni les politiques gouvernementales ne répondent.

En s'abstenant de débattre publiquement de toutes les conséquences de la réforme envisagée, voire en dissimulant les conséquences, le gouvernement accorde l'idée qu'il demande un blanc-seing pour mieux porter atteinte, une nouvelle fois, à des droits sociaux fondamentaux.

Ce sentiment d'injustice est renforcé par les atteintes apportées au droit de manifester qui fait qu'on ne compte plus les yeux crevés, les mains arrachées, les manifestants, les journalistes, les observateurs et défenseurs des droits gazés, battus, humiliés ou sanctionnés.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898



La crise de confiance est totale et met en péril notre démocratie.

Face à l'urgence sociale et à l'urgence démocratique, la Ligue des droits de l'Homme (LDH) rappelle que toute évolution des droits sociaux doit amener plus de justice et être conduite en respectant réellement le dialogue social, dont l'Organisation internationale du travail rappelle qu'il a « *l'objectif d'encourager la formulation d'un consensus entre les principaux acteurs du monde du travail ainsi que leur participation démocratique* ».

La LDH appelle instamment l'exécutif à agir en conséquence. Elle met en garde contre toutes tentations malsaines d'opposer une partie du pays à une autre, des catégories professionnelles et des générations entre elles, des citoyens à d'autres citoyens. Elle invite les élus, nationaux et locaux, à se saisir avec gravité de ces enjeux. Elle réaffirme enfin que face aux périls qui la menacent, la démocratie a tout à gagner à une mise en débats exigeante des voies et moyens de la justice et de l'égalité.

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 16 DÉCEMBRE 2019

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898

